

Élections québécoises où les centres droit et « gauche » s'effondrent Le Québec politique se polarise mais ne résiste pas à la vague droite



À l'encontre de tous les sondages, le parti de la droite affairiste et identitaire — ce qui n'est pas sans contradiction en ces temps de prospérité toute néolibérale où les gens d'affaires réclament une plus importante main d'œuvre corvéable issue de l'immigration — la paradoxalement nommée Coalition avenir Québec (CAQ) remporte haut la main la majorité parlementaire avec 59% des sièges grâce à 37% du suffrage... et 24% des inscrits car le taux de participation électorale a été historiquement le deuxième plus bas. Le parti réputé normal des gens d'affaires, les Libéraux, qui était au gouvernement depuis 2003, sauf une interruption de 1.5 ans en 2012-2014 suite au Printemps érable que le Parti québécois (PQ) avait opportunément appuyé, a pris une débarque en récoltant le plus bas pourcentage de votes depuis la fondation du Canada (1867), devenant de facto le parti des anglais et des anglophones. Quant au PQ, il voit sa députation chuter des deux tiers en faisant élire le même nombre de députés que Québec solidaire. Il passe de l'opposition officielle à deuxième opposition étant le troisième parti en termes de votes populaires, 1% devant les Solidaires, quoique sa performance à ce niveau soit la pire depuis sa première participation électorale en 1970.

Une campagne Solidaire à deux niveaux... étanches

Pendant que la CAQ grimpait de quatorze points de pourcentage à 37% passant de 22 à 74 députés, Québec solidaire à l'autre bout du spectre grimpait de huit points de pourcentage à 16% ce qui augmente sa députation de trois à dix députés à parité de genre dans un parlement où la proportion de femmes élues atteint un record historique avec 42% dont 40% pour la CAQ qui promet la parité ministérielle... mais la cause féministe en bénéficiera-t-elle. Définitivement un gain progressiste de cette élection qui globalement ne l'est pas malgré l'avancée significative des Solidaires qui ont fait la meilleure campagne avec une porte-parole femme au franc parler et s'abstenant des mâles combats de coq. Québec solidaire a martelé quelques engagements ciblés typiquement sociaux-démocrates mais qui ratissaient larges (soins dentaires à 60% gratuits, transport en commun à moitié prix, gratuité scolaire jusqu'au doctorat inclus, fin du financement des écoles privées, ouverture 24/7 des centres locaux de santé et de services sociaux, réduction et demi-salarisation de la rémunération des médecins, embauche proportionnelle à leur part dans la population des néo-québécois dans les services publics).

Il n'en reste pas moins que l'enveloppe social-démocrate des engagements se superpose à

un noyau capitaliste non contesté au point de renier à la mode politicienne, c'est-à-dire à renvoyer aux Calendes grecques, les nationalisations stratégiques de l'exploitation des ressources naturelles prévues au programme et même à garantir la pérennité de la Finance sauf éventuellement la création d'une Banque d'État s'ajoutant aux banques et autres institutions financières privées. Fini le « dépassement du capitalisme ». On se dit pourquoi se moquer du renvoi au second mandat par le PQ du référendum sur l'indépendance si soi-même on agit de la même façon eu égard à la structure socio-économique de la société. Ces engagements le cœur sur la main par la porte-parole Solidaire devant la Chambre de commerce compromettent le pilier socio-économique du projet de société présenté par Québec solidaire comme la grande priorité de sa campagne soit son plan de transition écologique et économique. À son tour, ce plan requerrait l'indépendance nationale soit le pilier politique du projet de société dont l'échafaudage serait à élaborer par une assemblée constituante puis finalisé par un référendum dès le premier mandat.

Le capitalisme vert comme pilier socio-économique du projet de société

Même s'il est évident que Québec solidaire est le seul parti écologiquement sérieux de la nouvelle Assemblée nationale, il n'en reste pas moins que son plan de transition est tout pétri de capitalisme vert¹ qui ne permet pas de respecter la limite de 2°C et encore moins de 1.5°C des Accords de Paris. La réduction de la cible GES 2030, votée au congrès de 2016, de 67% à 48% qui fait les deux tiers du chemin vers celle officielle de 37.5% a des implications pratiques. Pour le prochain mandat électoral, le plan aurait été financé par le régressif, inefficace et impopulaire marché/taxe du carbone en ce qui a trait aux dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'immobilisation, quant à elles, auraient été financées par une ponction sur le Fonds des générations (une ponction fiscale pour réduire la dette nette sans réduire la dette brute) au détriment du déficit social (santé, éducation...), pour lequel cette ponction devrait être entièrement allouée surtout après la super-austérité des Libéraux ayant permis que le Québec ait de loin le plus important surplus budgétaire parmi les provinces canadiennes.

La partie la plus substantielle de ces dépenses aurait financé le train aérien REM, racheté à la Caisse de dépôt et de placement, dont la contribution à la réduction des GES est quasi nulle, et à une orgie de lignes de métros, le tout long à réaliser, très dispendieux et pour le plus grand profit de « l'industrie de la corruption ». Tant et si bien que pour le mandat 2018-2022 le plan Solidaire pour le Grand Montréal aurait été essentiellement le même que celui de la politique de mobilité durable (PMD) des Libéraux jamais critiquée par Québec solidaire. Alors qu'existe une alternative bon marché, deux fois plus rapide à exécuter et surtout anti-automobile solo mais conviviale envers les automobilistes. Cette alternative de Coalition climat Montréal soutenue par le Syndicat de la fonction publique (SCFP) n'a jamais été considérée par les Solidaires alors qu'elle est connue depuis 2016. Pour le même prix que le REM, cette alternative d'autobus rapides en couloir réservé, de tramways et de trains couvre l'ensemble du Grand Montréal tout en étant bien insérée dans la trame urbaine. Il ne faut pas se surprendre des choix REM et métro qui abandonnent la terre ferme à l'auto solo quand on réalise que Québec solidaire se rallie à la promotion de l'auto solo hydroélectrique, comme tous les autres partis, au bénéfice des transnationales de l'automobile dont pourtant aucune n'a d'installation de production au Québec. Subventionnée par un système malus-bonus cette

¹ Marc Bonhomme, [L'enjeu politique de la crise climatique et de celle de la biodiversité – Transition vers le capitalisme vert ou rupture avec le « marché » ?](#), Europe solidaire sans frontières, 26/08/18.

auto solo hydroélectrique garde entière la plaie de l'étalement urbain et de la congestion sans compter celle non bénigne de la fabrication et de la disposition des batteries.

Le pilier politique du projet de société : une indépendance... facultative

Rien dans le plan de transition Solidaire ne commande une exigence indépendantiste sine qua non. L'État tronqué québécois dispose déjà des pouvoirs constitutionnels pour réaliser ce plan, y compris son aspect *blockadia* de refus de produire des hydrocarbures et même d'expropriation des entreprises liées aux ressources naturelles si le parti s'y décidait. L'indépendance deviendrait cependant nécessaire pour mobiliser la totalité de l'épargne nationale sous contrôle du capital financier dans le cas où les Solidaires rompraient avec le capitalisme afin de mettre en branle un socialisme de plein emploi écologique² seul capable de respecter les cibles température des Accords de Paris. Cette rupture tendrait tous les ressorts du *Quebec bashing* du chauvinisme fédéraliste qui seraient activés par Ottawa et soutenus par Bay Street et ses compères québécois. La ligne rouge aurait été franchie. Se combindraient alors lutte d'émancipation sociale et lutte de libération nationale.

La mainmise québécoise sur le pouvoir en matière de transport inter-provincial serait aussi nécessaire advenant une nouvelle offensive fédérale pour imposer un oléoduc transportant du pétrole bitumineux. Ce combat en ce moment est mené par la plupart des nations autochtones de Colombie britannique avec la majorité populaire de cette province relayée par la plupart des municipalités concernées et le gouvernement provincial NPD-Vert quoique celui-ci, inconséquent, favorise la production et l'exportation de gaz naturel liquéfié dont un très important projet mené par Shell vient d'être approuvé. Mais ce pouvoir spécifique, aussi nécessaire pour réguler et empêcher les « trains de la mort » transportant le pétrole sale faute d'oléoducs, à propos desquels les Solidaires demeurent fort discrets, peut s'obtenir par un rapport de forces comme certains pouvoirs ont déjà été gagnés par exemple en matière d'immigration. Il n'en est pas de même pour le pouvoir crucial du contrôle du capital financier dont celui de l'exproprier et de celui régalien de battre monnaie. Le réaménagement des pouvoirs parcellaires, toujours possible, n'a rien à voir avec la souveraineté sur l'État profond combinant pouvoir financier et pouvoir répressif.

Une double contradiction sans plan de contingence en cas de retour de la crise

L'ensemble de l'offre programmatique Solidaire souffrait donc d'une double contradiction. La première est très visible entre les engagements ciblés sociaux-démocrates et l'acceptation du cadre du capitalisme néolibéral. Découle de cette première contradiction une seconde. Le pilier socio-économique du projet de société, la transition vers le capitalisme vert, ne nécessite aucunement le second pilier, la rupture indépendantiste à réaliser dès le premier mandat selon le programme Solidaire.

On peut héroïquement faire l'hypothèse que la première contradiction se résout dans le cadre d'un néolibéralisme prospère au sommet du cycle économique comme c'est actuellement le cas. Encore aurait-il fallu un plan de contingence prévoyant le retour presque assurée de la Grande Récession enclenchée en 2008 tellement est redevenu élevé l'endettement mondial

² Marc Bonhomme, [Un Québec indépendant de plein emploi écologique pour sortir du pétrole](#), Presse-toi-à-gauche, 12/09/17

et du fait de la grande guerre commerciale, pétrie de tensions militaires dans les mers de Chine et du Japon, entre les ÉU et la Chine pour l'hégémonie mondiale. Les conséquences néfastes de cette guerre, et celles de son avatar nord-américain, ne deviendront visibles qu'avec le retour de la récession. Ajoutons-y les problèmes spécifiques de vieillissement de la population et de basse productivité propres aux pays du vieil impérialisme, jamais un enjeu électoral, lesquels seraient atténués par une ouverture généreuse des frontières dans le cadre d'une politique de plein emploi.

La seconde contradiction laisse suspendue dans le nirvana du formalisme institutionnel une assemblée constituante indépendantiste sans tenir compte du legs historique d'un interventionnisme de gros sabots fédéralistes pouvant aller jusqu'à l'invasion de l'armée canadienne soutenue par l'allié étasunien. La mobilisation populaire de très grande ampleur qui pourrait contrer cet interventionnisme fait appel à l'attrait d'un projet de société rassemblant le 90-99% dans un front assumant la double rupture nationale et sociale parce que le jeu en vaut la chandelle. En ce XXI^e siècle de crise civilisationnelle dont celle écologique du climat et de la biodiversité est l'épine dorsale, ce projet de société c'est le socialisme du plein emploi écologique et non la transition vers le capitalisme vert qui ne résout rien et empire tout.

La CAQ s'empresse de pousser le bouton identitaire pour préparer l'avenir à sa façon

La crise civilisationnelle n'attend pas le retour de la grande dépression pour se déployer. La crise climatique envenimant guerres et misère engendre un flux de réfugiés dont la pointe la plus en moyens et entreprenante cherche à rallier les pays du vieil impérialisme. À cause de leur situation géographique et malgré une fausse alerte en 2017 provoquée par la politique Trump, le Canada et le Québec ont échappé à la crise politique que ces flux, pourtant modestes et même temporairement en baisse, ont provoqué en Europe et aux ÉU.

La droite et le centre n'ont pas mis beaucoup de temps à pousser sur le bouton identitaire, ne craignant pas la xénophobie et le racisme pour les premiers, faisant preuve de leur double langage habituelle pour les seconds. Quant à la gauche, elle se déchire entre son aile dite réaliste qui s'adapte à la fermeture des frontières au nom de la préservation des acquis sociaux pour les natifs, alors que les pays les plus fermés à l'immigration sont aussi les plus inégalitaires, et son aile internationaliste qui appelle à leur ouverture mais pas toujours sur la base d'un plan concret d'intégration.

La CAQ a compris dès la première semaine post électorale qu'il fallait faire de la prévention de crise en ressuscitant des morts encore chauds l'hydre identitaire. Alors qu'elle n'avait pas parlé de la question du voile lors de la campagne électorale lui préférant la thématique apparentée de l'immigration, voilà que la CAQ la remet sur le tapis en stipulant que les fonctionnaires « *en position d'autorité* », y compris tout le personnel enseignant, ne pourront porter, du moins pour les nouvelles embauches, de signes religieux. Voilà pointés du doigt les coupables de la crise économique ou de celle des réfugiés qui pendent au bout du nez du Québec. Pendant que la droite au gouvernement met cartes sur table pour faire accepter l'austérité permanente en tentant de paralyser les luttes du peuple par la division ethnique et religieuse en son sein, les Solidaires tout en récusant cette rapide offensive droitiste n'ont rien prévu comme plan de contingence anti-crise.

Au contraire, en cas de retour de la crise leur équilibre déficit zéro entre leurs engagements ciblés et leur cadre financier basé sur une réforme fiscale ne restaurant même pas le progressisme fiscal pré néolibéral, s'effondrerait comme un château de cartes. Idem pour l'intégration d'un éventuel flux de réfugiés — Québec solidaire s'était rallié, pour l'immigration toutes catégories, à la limite d'accueil des Libéraux qui est 20% plus élevée que celle de la CAQ et du PQ — pour lesquels il faudrait au-delà des dépenses d'urgence de l'accueil une politique de création d'emplois et de logement si ce n'est de rattrapage linguistique et scolaire. Faut-il ajouter qu'un concret plan de plein emploi écologique fournirait ces réponses.

L'horizon du projet de société radicalisée pour unir et stimuler la riposte sociale

Se prépare au Québec une offensive carrément droitière sous couvert identitaire qui fera écho et sera renforcée par les exemples semblables en Ontario et aux ÉU. Suivra peut-être une victoire des Conservateurs à Ottawa en 2019 — le NPD ne s'est pas relevé de son discrédit droitier de l'élection fédérale de 2015 — si la tendance se maintient tant les Libéraux de Justin Trudeau s'engluent dans le pétrole bitumineux, le libre-échange biaisé en faveur des ÉU et les missions militaires en remorque à l'impérialisme étasunien et ses alliés que ça soit en Irak, en Lettonie et au Mali ou la vente de camions blindés à l'Arabie saoudite ou l'augmentation importante du budget militaire.

Québec solidaire, en attendant les prochaines élections dans quatre ans, se contentera-t-il de se perpétuer comme la voix morale du nouveau parlement plus tonitruante à dix qu'à trois ? Ignorera-t-il les luttes sociales trop rares depuis la défaite du Front commun des syndicats du secteur public au début 2016 ? Comment expliquer son omerta, durant la campagne électorale, à propos des journées de grève du syndicat de la Société des alcools du Québec (SAQ) contre la précarité et pour la conciliation famille-travail alors qu'il n'hésitait pas à promouvoir l'accès aux tablettes de la SAQ par les PME produisant des alcools locaux ? Comment expliquer son refus d'appeler à la mobilisation pour les trois manifestations citoyennes pour « *le climat s'invite dans la campagne* », pourtant sa priorité ? Comment expliquer son silence à propos du lock-out de l'aluminerie ALCOA - Rio Tinto, en cours depuis janvier, exigeant d'importants reculs pour compenser leur coût énergétique jugé trop cher ? Comment expliquer, après les élections, le silence Solidaire et son absence à la manifestation de 3 000 personnes contre le racisme alors que la CAQ agitait le hochet islamophobe ? Sous prétexte de priorité au travail électoral, la direction du parti est restée de marbre malgré l'appui proactif mais publiquement invisible de maints membres et candidats.

On devine plutôt de la part des Solidaires une mystification du parlementarisme — on n'ose pas dire un centrisme électoraliste ménageant le choux et la chèvre — doublée d'une acceptation de la division du travail typiquement social-démocrate, sous prétexte de respect mutuel, entre luttes parlementaires réservées au parti et luttes sociales aux centrales syndicales et aux organisations populaires. On s'attendrait d'un parti né au XXI^{ie} siècle se proclamant des urnes et de la rue non seulement d'un appui proclamé publiquement aux luttes sociales mais, le cas échéant, d'un appel à la mobilisation qui, venant d'un parti ayant rallié plus de 10% de l'électorat inscrit, pourrait être substantielle. Il ne s'agit pas seulement de suivisme par rapport aux luttes actuelles et à celles qui vont surgir. Il s'agit surtout d'être proactif par rapport à son projet de société, une fois corrigé de son orientation capitalisme vert et de la déconnexion entre ses deux piliers socio-économique et politique. Ce projet de

société révisé devrait se profiler comme l'horizon des luttes sociales afin de leur insuffler l'énergie gagnante du dépassement du gain immédiat, secret bien gardé de ce même gain immédiat

L'interface porteur de la gratuité universelle du transport en commun

L'interface entre le projet de société de socialisme de plein emploi écologique et les luttes sociales se cristallise dans la revendication de la gratuité universelle du transport public popularisée par Québec solidaire lors de la campagne électorale comme une de ses revendications phares. Cette revendication connue mondialement comme le « *free transit* » connaît une popularité grandissante depuis son instauration dans la capitale de l'Estonie en 2013 et encore plus depuis juillet 2018 où elle s'applique à tout le pays sauf pour les trains inter-régionaux dont les tarifs ont été réduits. La grande qualité de cette revendication est sa capacité de créer un engouement populaire propice à l'apparition d'un mouvement écologique urbain ce qui manque au Québec où le mouvement populaire contre les hydrocarbures est surtout développée en dehors des régions métropolitaines. Pensons comment la revendication de la gratuité scolaire fut porteuse vis-à-vis le Printemps érable de 2012.

La gratuité universelle obligerait les gouvernements responsables à faire suivre sa mise en application d'investissements massifs pour à la fois éviter l'engorgement et satisfaire aux demandes de la population mal desservie au lieu d'être affligé par le jeu de la patate chaude entre les différents niveaux de gouvernement. La revendication de la gratuité universelle du transport en commun peut être une passerelle vers un grande mobilisation pour le socialisme de plein emploi écologique si elle ne s'enlise pas dans le piège de la « tarification sociale » que les Libéraux et le PQ ont opposé à la gratuité universelle durant la campagne électorale sous forme de la gratuité pour les étudiants et les aînés ou celle pour les bas revenus en dehors des heures de pointe. Cette tarification sociale, comme toute mesure visant les « pauvres » ou considérés comme tels, aliène les supposés « nantis » se retrouvant les dindons payeurs sans bénéficier de la gratuité tout en favorisant des chicanes de clientèles cherchant l'appui des gouvernements. Ceux-ci se délectent de cette occasion d'électorisme tout en constatant que la tarification sociale n'exerce pas de pression pour un service supplémentaire puisqu'elle vise surtout les heures creuses.

Règle générale, la revendication de gratuité universelle quelle qu'elle soit (santé, éducation, garderies, internet, transport collectif...) attaque directement la dominance des « marchés », cet euphémisme employé par les monopoles médiatiques pour signifier la dictature de quelques centaines de transnationales contrôlant le marché global qu'a généré le néolibéralisme. En plus d'être anticapitaliste, quand elle pénètre la zone de crédibilité grâce aux acharnées luttes idéologiques et sociales comme ce fut le cas hier et avant-hier pour la santé et l'éducation et aujourd'hui pour le transport collectif et de plus en plus pour l'internet, la revendication de la gratuité universelle a la capacité de permettre la construction d'un large front uni du 90-99% battant en brèche tous les replis identitaires. D'où l'acharnement de la bourgeoisie à dévoyer la gratuité universelle par la diviseuse et bon marché gratuité clientéliste des « pauvres » fournissant une base sociale au 1% et à ses alliés du 10%.

Marc Bonhomme, 11 octobre 2018

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca